

perte était résolue, il monta à cheval, sortit rapidement des États qu'il avait conquis à Visconti, et chercha un asile sur le territoire vénitien.

IX. C'était à l'époque où une troisième ambassade des Florentins sollicitait de nouveau la république d'entrer dans la ligue formée contre le duc de Milan. Celui-ci, de son côté, avait envoyé des ministres à Venise pour prévenir cette rupture. Ainsi la seigneurie voyait ces deux puissances plaider en quelque sorte leurs droits devant elle et se disputer son amitié.

Admis dans le conseil de la seigneurie, les envoyés de Florence s'exprimèrent à peu près en ces termes : « Seigneurs, nous n'avons cessé de vous solliciter de prendre part à la guerre contre le duc de Milan. Notre intérêt réclame ce secours, nous ne le dissimulons pas; mais ne vous dissimulez pas non plus que l'intérêt de votre république vous conseille cette résolution. Déjà, faute d'avoir uni nos forces, Visconti s'est emparé de toute la Lombardie; vous avez refusé votre secours aux Génois, ils l'ont reconnu pour maître. Abandonnés par vous, nous succomberons, et le voilà roi! Bientôt, à vos propres dépens, vous le ferez empereur.

« Depuis que sa maison est sur le trône, nous avons eu à la combattre, et songez que vous avez les mêmes droits que nous à son inimitié. Le duc est encore plus irrité de notre indépendance que jaloux de notre prospérité. C'est la passion commune à tous les princes d'aspirer à détruire tout ce qui veut être libre autour d'eux. Ne vous assurez point en votre puissance : vous avez trop bien observé les progrès de la sienne pour ne pas la juger dangereuse. Attendez-vous qu'elle soit devenue insurmontable, pour entreprendre de l'arrêter, lorsque vous vous trouverez seuls à lutter contre elle?

« Si nous vous pressons de nous secourir, c'est parce que le péril est commun, c'est parce que nous savons prendre aussi notre part des charges de la guerre. Il y a longtemps que nous soutenons celle-ci avec d'immenses efforts. Elle nous coûte plus de deux millions de florins d'or, c'est-à-dire plus que ne vaut la ville entière de Florence. Nous avons dépouillé de leurs bijoux nos femmes et nos filles; nous avons dispersé nos richesses dans l'Italie, pour subvenir à tant de dépenses. Mais il nous reste encore du sang à répandre. Vous verrez si nous demandons à être secourus pour rester oisifs. Sauver notre liberté, c'est assurer la vôtre; le danger qui nous presse vous attend. Nous sommes autorisés à souscrire aux conditions qu'il vous paraîtra juste de proposer pour cette alliance. »

Les ambassadeurs milanais, à leur tour, obtinrent

audience le lendemain. « Nous ne venons point, dirent-ils, solliciter une amitié que vous avez juré, et que les procédés constants de la seigneurie nous garantissent. La maison de Visconti est dès longtemps amie de votre république; vous avez prouvé la constance de vos sentiments, pendant la minorité de nos princes et les discordes civiles qui en ont été la suite. De son côté, le duc Philippe-Marie a montré qu'il avait hérité pour vous de tous les sentiments de ses pères. Vous possédez Vérone, Vicence, Padoue, qui ont appartenu à sa maison. Devenu votre voisin, par l'effet de vos conquêtes, il n'a eu avec vous aucun différend. Il s'est montré juste, modéré, pacifique. Vous appréciez sans doute ce qu'elles valent, ces imputations que l'on fait si gratuitement aux princes de ne pouvoir souffrir des États libres dans leur voisinage. Comme si des rapports d'amitié étaient impossibles entre le gouvernement d'un seul et le gouvernement de plusieurs; comme si le témoignage de l'histoire ne réfutait pas ces vaines déclamations; comme si la plus heureuse harmonie n'avait pas existé depuis longtemps entre la seigneurie et les Visconti. Qu'avons-nous à gagner les uns ou les autres dans cette guerre? Quelle assurance avez-vous besoin de chercher contre l'ambition qu'on reproche au duc de Milan? Mais qui peut lui reprocher cette ambition? Ce n'est pas assurément votre république. Ce sont les Florentins qui l'en accusent, et pourquoi? parce qu'il leur fait la guerre. Sans doute il la leur fait; mais s'ils ont été les agresseurs, est-il raisonnable de lui reprocher une rupture qu'il n'a pas dépendu de lui d'éviter?

« Or, qui de vous ne se rappelle que le prétexte des Florentins a été l'occupation de Forli par quelques troupes du duc? Qui de vous ignore que cette occupation n'était ni une prise de possession, ni une mesure hostile? que le duc envoyait prendre seulement l'administration de Forli, comme exécuteur testamentaire du prince décedé, à sa prière et au nom du prince mineur? et quel intérêt les Florentins avaient-ils dans tout cela? Forli ne leur appartenait point.

« Ce sont donc les Florentins eux-mêmes qui l'ont forcé de porter ses armes au delà des Apennins, où aucun intérêt ne l'appelaient. On l'a mis dans la nécessité de se défendre : est-on en droit de se plaindre de ce qu'il a pris l'offensive? est-il juste de voir dans ses succès la preuve de son ambition? et ne faut-il pas plutôt y reconnaître un témoignage de la justice de sa cause, approuvée par le Ciel même?

« Depuis que l'orgueil des Florentins a été confondu par nos victoires, le duc a manifesté sa mo-